

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté n° 12 du 08 JAN. 2017

**Fixant l'organisation de la formation et le régime
d'évaluation et de progression dans l'école supérieure**

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique,

- Vu la loi n°99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur,
- Vu le décret présidentiel n°15-125 du 25 Rajab 1436 correspondant au 14 mai 2015, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement;
- Vu le décret exécutif n° 08-265 du 17 Châabane 1429 correspondant au 19 août 2008 portant régime des études en vue de l'obtention du diplôme de licence, du diplôme de master et du diplôme de doctorat.
- Vu le décret exécutif n°13-77 du 18 Rabie El Aouel 1434 correspondant au 30 janvier 2013, fixant les attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.
- Vu le décret exécutif n°13-306 du 24 Chaoual 1434 correspondant au 31 Août 2013, portant organisation de stages pratiques et en milieu professionnel à l'intention des étudiants.
- Vu le décret exécutif n° 16-176 du 09 Ramadhan 1437 correspondant au 14 Juin 2016 fixant le statut-type de l'école supérieure.
- Vu l'arrêté n° 362 du 09 juin 2014 fixant les modalités d'élaboration et de soutenance du mémoire du master.

ARRETE

Article 1^{er} : En application de l'article 14 du décret exécutif n° 16-176 du 09 Ramadhan 1437 correspondant au 14 Juin 2016, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer l'organisation de la formation et le régime d'évaluation et de progression dans l'école supérieure.

Chapitre 1
Organisation de la formation

Art.2 : Les enseignements sont organisés en unités d'enseignement fondamental, Méthodologique, Transversal et de Découverte.

Art.3 : Le parcours de formation est un ensemble cohérent d'unités d'enseignement.

L'unité d'enseignement est constituée d'une ou plusieurs « matières » dispensées sous toutes formes d'enseignement (cours, travaux dirigés, travaux pratiques, conférences, séminaires, stages, Ateliers, Cliniques, ...).

Art.4 : L'unité d'enseignement et les matières qui la composent sont mesurées en crédits. La valeur en crédits qui leur est affectée est déterminée par référence au volume horaire semestriel nécessaire à l'acquisition des connaissances et aptitudes par les formes d'enseignements prévues par l'article 3 ci-dessus d'une part, ainsi qu'au volume des activités que l'étudiant doit effectuer au titre du semestre considéré d'autre part (travail personnel, rapport, mémoire, stage...).

Un crédit est estimé à un volume horaire de 25 heures de travail en présentiel et en travail personnel. La valeur totale des crédits affectés aux unités d'enseignement composant un semestre est égale à trente (30).

Art.05 : Au sens du présent arrêté, il est entendu par :

- unité d'enseignement fondamental : enseignements de base que tout étudiant doit obligatoirement suivre.
- unité d'enseignement méthodologique : enseignements qui permettent à l'étudiant d'acquérir l'autonomie dans son travail.
- unité d'enseignement de découverte : enseignements qui permettent l'approfondissement des connaissances, l'orientation, les passerelles et la professionnalisation,...
- unité d'enseignement transversale : enseignements destinés à donner des outils à l'étudiant en matière de langues, de communication et d'informatique...
- Equipe de formation du domaine : L'ensemble des enseignants-chercheurs intervenant dans les différents parcours de formations du domaine.

Art.06 : L'unité d'enseignement et les matières qui la constituent sont affectées d'un coefficient, évaluées par une note et mesurées par un crédit.

Un coefficient pondère ; l'importance d'une matière dans une unité d'enseignement donnée et celle de l'unité dans le parcours de formation.

Art.07 : Selon les objectifs de la formation, la pondération des unités d'enseignement dans un semestre d'un parcours de formation donné, doit suivre globalement les indications suivantes :

- 60 à 70% des crédits pour l'unité d'enseignement fondamental,
- 20 à 30% des crédits pour l'unité d'enseignement méthodologique,
- 10% des crédits pour les unités d'enseignement transversal et de découverte.

Chapitre 2

Modalités d'évaluation et de progression

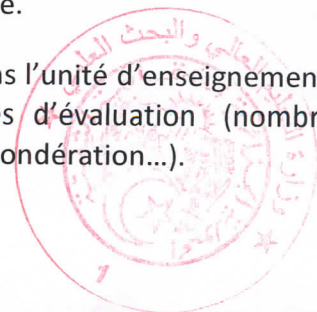
Section 1

Contrôle des connaissances et des aptitudes

Art. 08 : Les aptitudes et l'acquisition des connaissances, concernant chaque unité d'enseignement, sont appréciées semestriellement par un contrôle continu et régulier et/ou par un examen final.

Art. 09 : Pour chaque semestre d'enseignement une session normale de contrôle des connaissances et des aptitudes appelée « examen final de fin de semestre » peut être organisée. Une session de rattrapage peut être également organisée.

Art. 10 : En début de chaque semestre et pour chaque matière dans l'unité d'enseignement, la direction de l'école informe les étudiants sur les modalités d'évaluation (nombre d'épreuves, leur nature, leur durée, leur mode de contrôle et leur pondération...).



L'évaluation de l'étudiant porte sur tous les types d'enseignements suivis durant le semestre.

Art.11 : La note d'une unité d'enseignement est la moyenne pondérée des notes des matières qui la composent affectées de leurs coefficients respectifs.

Art.12 : La note du contrôle continu est calculée à partir des notes des différentes évaluations des enseignements suivis par l'étudiant (conférences, cours, travaux dirigés, travaux pratiques, séminaires, stages, travail personnel, cliniques, ateliers,...). Ces évaluations peuvent être organisées sous différentes formes : exposés, interrogations écrites, comptes rendus et tests de TP, comptes rendus d'ateliers, notes de cliniques, travail personnel, assiduité et participation de l'étudiant,... La pondération de ces éléments est laissée à l'appréciation de l'équipe de formation.

Art.13 : Le calcul de la moyenne d'une matière d'une unité d'enseignement se fait sur la base des notes du contrôle continu et/ou de l'examen final de fin de semestre.

Art.14 : L'évaluation des stages prévus dans les formations des écoles supérieures est régie par la réglementation en vigueur.

Art.15 : Une matière est acquise si la note obtenue est supérieure ou égale à 10/20.

Une note éliminatoire par matière et/ou par unité d'enseignement peut être instaurée. Dans ce cas, elle est fixée dans l'offre de formation et portée obligatoirement à la connaissance des étudiants.

Art.16 : Une unité d'enseignement est acquise pour tout étudiant ayant acquis toutes les matières qui la composent.

Une unité d'enseignement peut, également, être acquise par compensation si, la moyenne de toutes les notes des matières, sans aucune note éliminatoire, qui la constituent, pondérées de leurs coefficients respectifs, est supérieure ou égale à 10/20.

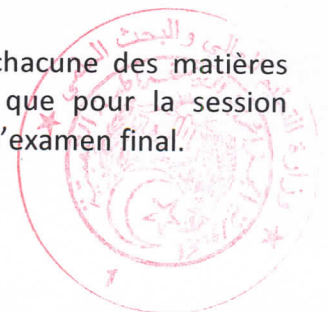
Art.17 : Le semestre est acquis pour tout étudiant ayant obtenu l'ensemble des unités d'enseignement qui le compose selon les conditions de l'article 16 du présent arrêté.

Le semestre peut, également, être acquis par compensation entre les différentes unités d'enseignement qui le compose, si la moyenne des unités d'enseignement pondérées par leurs coefficients respectifs est supérieure ou égale à 10/20.

Art.18 : En application de l'article 09 du présent arrêté, la session de rattrapage concerne tout étudiant ayant obtenu :

- une moyenne d'unité d'enseignement, supérieure ou égale à 10/20 avec note(s) éliminatoire(s) ; il ne subira que les épreuves des matières où il a obtenu une note inférieure à 10/20.
- une moyenne d'unité d'enseignement, inférieure à 10/20, avec ou sans note(s) éliminatoire(s), il ne subira que les épreuves des matières où il a obtenu une note inférieure à 10/20.

Art.19 : Si une session de rattrapage est organisée, la note, pour chacune des matières concernées, est alors déterminée exactement de la même façon que pour la session normale. La note obtenue à l'épreuve de rattrapage remplace celle de l'examen final.



La note finale retenue pour la matière sera la meilleure entre la session normale et la session de rattrapage.

Art.20 : Suite à une session de rattrapage, l'unité d'enseignement et le semestre sont acquis selon les mêmes dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté.

Art.21 : La compensation s'applique à l'unité d'enseignement selon les dispositions de l'article 16 du présent arrêté.

La compensation s'applique au semestre selon les dispositions de l'article 17 du présent arrêté.

La compensation s'applique à l'année ; elle permet l'acquisition de l'année par le calcul de la moyenne des notes des unités d'enseignement qui la composent, affectées de leurs coefficients respectifs.

Art.22 : Les crédits sont capitalisables dans les cas de figure suivants :

- L'unité d'enseignement acquise, par compensation ou non, entraîne l'acquisition des crédits qui lui sont alloués.
- Le semestre acquis, par compensation ou non, emporte l'acquisition des 30 crédits.
- L'année acquise par compensation ou non, emporte les soixante (60) crédits.

Ces crédits sont capitalisables et transférables.

Dans le cas où une unité d'enseignement n'est pas acquise, les crédits affectés aux matières acquises qui la compose sont capitalisables.

Section 2

Déroulement des examens

Art.23 : Le planning des examens de fin de semestre, pour chaque matière, précise les durées, les dates et les lieux. Il doit être porté à la connaissance des étudiants par voie d'affichage réglementaire ou tout autre support médiatique et par note administrative aux enseignants, au plus tard un mois avant les dates d'examens.

Art.24 : L'anonymat des copies fait l'objet, autant que possible, d'une procédure prioritaire.

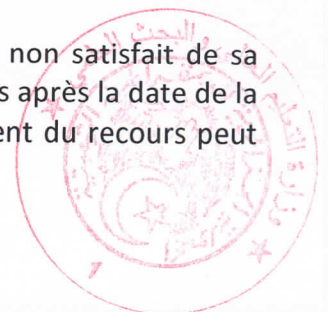
Art.25 : Après chaque examen, l'enseignant doit assurer obligatoirement une séance de consultation des copies d'examen avec les étudiants. Elle est organisée au plus tard quinze (15) jours après l'examen.

Le corrigé-type avec le barème détaillé, de chaque examen, doit être affiché au plus tard 24 heures après son déroulement.

A l'issue de la séance de consultation, les notes et le corrigé type seront remis à la direction de l'école pour les préserver conformément aux règles d'archivage.

Art.26 : Si une session de rattrapage est organisée, celle-ci n'ouvre pas droit à la consultation des copies d'examen. Cependant, Le corrigé-type avec le barème détaillé doit être affiché au plus tard 24 heures après son déroulement.

Art.27 : Après consultation de sa copie et du corrigé-type, un étudiant non satisfait de sa note peut introduire un recours au plus tard dans les deux jours ouvrables après la date de la consultation. Passé ce délai, aucun recours ne sera accepté. Le traitement du recours peut donner lieu à une contre correction.



Art.28 : Si l'étudiant souhaite une contre correction, il doit en faire la demande écrite à la direction de l'école qui prendra les dispositions nécessaires pour la désignation, sous le sceau de l'anonymat, d'un contre correcteur qui doit être de même grade ou de grade supérieur et de la même spécialité que l'enseignant correcteur. Le contre correcteur peut appartenir à un autre établissement d'enseignement supérieur.

Art.29 : A l'issue de la contre correction, la note obtenue est comparée avec la note initiale. Dans ce cas :

- si l'écart entre la deuxième note et la note initiale est inférieure à trois (03) points, la moyenne arithmétique entre les deux notes est retenue,
- si l'écart est supérieur ou égal à trois points, la deuxième note étant supérieure à la première, la note la plus élevée sera retenue,
- si l'écart est supérieur ou égal à trois points, la deuxième note étant inférieure à la première, la note la plus basse sera retenue.

Art.30 : A l'issue de la contre correction, l'étudiant n'a pas droit à la consultation de sa copie d'examen.

Section 3 Organisation des délibérations

Art.31 : La participation aux délibérations constitue l'acte pédagogique qui couronne l'ensemble des obligations pédagogiques de l'enseignant-chercheur. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres du jury de délibération. La voix du Président est prépondérante en cas d'égalité des voix.

Art.32 : Les délibérations ont lieu à la fin de chaque semestre et à la fin de l'année.

Art.33 : Le Jury de délibération de fin de semestre est dénommé « Jury de validation semestriel ». Il est composé des enseignants-chercheurs responsables des matières intervenant durant le semestre. Il est présidé par un enseignant élu par ses pairs.

Art.34 : Le Jury de délibérations de l'année, dénommé « Jury de délibération annuel », est composé des enseignants-chercheurs responsables de matières de l'année. Il est présidé par un enseignant-chercheur élu par ses pairs. Ce jury se prononce sur l'admission ou l'ajournement de l'étudiant eu égard à son parcours et ses résultats pédagogiques.

Art.35 : Le jury de délibération, semestriel ou annuel, ne peut siéger qu'en présence d'au moins les deux tiers de sa composante. Les membres du Jury sont tenus de préserver le secret des délibérations.

Art.36 : Les résultats finaux des délibérations seront portés à la connaissance des étudiants par voie d'affichage et/ou via le site web de l'école.

Art.37 : Après l'affichage des résultats des délibérations, les étudiants disposent de 48 heures ouvrables pour formuler d'éventuels recours. Passé ce délai, aucune réclamation ne sera acceptée.

Art.38 : Le même Jury de délibération se réunit pour étudier les recours et procéder aux modifications et corrections dûment justifiées.



Les résultats de l'examen des recours sont affichés trois jours ouvrables après la date de clôture de dépôt des recours.

Chapitre 3 Progression dans les Etudes

Art.39 : L'évaluation est semestrielle et la progression pédagogique est annuelle.

Art.40 : Le passage du premier au second semestre d'une même année universitaire est de droit pour tout étudiant régulièrement inscrit à l'école.

Art.41 : Est admis en année supérieure tout étudiant ayant obtenu une moyenne générale annuelle supérieure ou égale à 10/20 sans aucune note éliminatoire.

Art.42 : Un étudiant n'a le droit de refaire l'année pour insuffisance pédagogique qu'une seule fois pendant les deux années préparatoires. Dans ce cas, il refait toutes les matières non acquises des unités non acquises des semestres non acquis. Au-delà, il est réorienté vers d'autres établissements universitaires conformément à la réglementation en vigueur.

Art.43 : Un étudiant n'a le droit de refaire l'année pour insuffisance pédagogique qu'une seule fois pendant le second cycle. Dans ce cas, il refait toutes les matières non acquises des unités non acquises des semestres non acquis. Au-delà, il est réorienté vers d'autres établissements universitaires conformément à la réglementation en vigueur.

Art.44 : Nonobstant des dispositions de l'article 43 du présent arrêté, l'étudiant inscrit en dernière année du second cycle peut être autorisé, à titre exceptionnel, à doubler une seconde et dernière fois sur proposition du Jury de délibération.

Chapitre 4 Mémoire de Master et projet de Fin d'Etudes

Art.45 : Le mémoire de master est régi par l'arrêté n° 362 du 09 juin 2014, susvisé.

Art.46 : Le sujet du projet de fin d'études est proposé et dirigé par un ou deux enseignants-chercheurs de l'école. Il peut être en outre codirigé par un spécialiste extérieur à l'école sur proposition du promoteur.

Le sujet du projet de fin d'études peut également être proposé en concertation et en collaboration avec un professionnel du secteur socio-économique.

Les sujets de fin d'études sont validés par les équipes de formation.

Art.47 : Le Projet de Fin d'Etudes ne peut être soutenu qu'après validation du promoteur.

Le Jury de soutenance est constitué du promoteur, d'un à deux enseignants-chercheurs de l'école et, éventuellement, d'un représentant du secteur socio-économique.

Art.48 : Après la soutenance, l'étudiant est déclaré admis avec la mention:

- Passable $10/20 \leq \text{note} < 12/20,$
- Assez Bien $12/20 \leq \text{note} < 14/20,$
- Bien $14/20 \leq \text{note} < 16/20,$
- Très Bien $16/20 \leq \text{note} < 18/20,$
- Excellent $18/20 \leq \text{note} < 20/20.$



Art.49 : La note finale de la soutenance du projet de fin d'étude doit tenir compte de la présentation du mémoire, de la valeur scientifique des résultats, de l'exposé et des réponses aux questions, ainsi que de l'appréciation du promoteur.

Le Projet de Fin d'Etudes ne rentre pas dans le système de compensation.

Art.50 : Les décisions du Jury de soutenance sont souveraines et sans appel, sauf pour vice de forme ou erreur matérielle, dûment constatés par la direction de l'école qui peut demander au Jury de délibérer à nouveau.

Art.51 : Le diplôme de fin d'études dans les écoles supérieures est délivré aux étudiants ayant accompli leur cycle d'études et soutenu leur mémoire de Master ou leur Projet de Fin d'Etudes avec succès.

Chapitre 5

Dispositions finales

Art.52 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux étudiants inscrits dans les écoles supérieures à compter de l'année universitaire 2017/2018.

Art.53 : Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art.54 : Le Directeur Général des Enseignements et de la Formation Supérieurs au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et les Directeurs des Ecoles Supérieures sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin Officiel de l'Enseignement Supérieur.

**Le Ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique**



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

08 جانفي 2017

قرار رقم 12 مؤرخ في يحدد تنظيم التكوين ونظام التقييم والانتقال في المدرسة العليا

إن وزير التعليم العالي والبحث العلمي،

- بمقتضى القانون رقم 99-05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل و المتمم؛
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 15-125 المؤرخ في 25 رجب عام 1436 الموافق 14 مايو سنة 2015 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 08-265 المؤرخ في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008 والمتضمن نظام الدراسات للحصول على شهادة الليسانس و شهادة الماستر وشهادة الدكتوراه،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-77 المؤرخ في 18 ربيع الأول عام 1434 الموافق 30 يناير سنة 2013 الذي يحدد صلاحيات وزير التعليم العالي والبحث العلمي،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-306 المؤرخ في 24 شوال عام 1434 الموافق 31 غشت سنة 2013 والمتضمن تنظيم التربصات الميدانية وفي الوسط المهني لفائدة الطلبة، المعدل،
- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 16-176 المؤرخ في 09 رمضان عام 1437 الموافق 14 جوان سنة 2016 الذي يحدد القانون الأساسي النموذجي للمدرسة العليا، لا سيما المادة 14 منه،
- وبمقتضى القرار رقم 362 المؤرخ في 09 جوان 2014 الذي يحدد كفايات إعداد ومناقشة مذكرة الماستر.

يقرر ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقا لأحكام المادة 14 من المرسوم التنفيذي رقم 16-176 المؤرخ في 9 رمضان عام 1437 الموافق 14 يونيو سنة 2016، والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تحديد تنظيم التكوين ونظام التقييم والانتقال في المدرسة العليا.

الفصل الأول تنظيم التكوين

المادة 2 : ينظم التعليم في وحدات تعليمية أساسية ومنهجية وأفقية واستكشافية.

المادة 3: يعتبر مسار التكوين مجموعة منسجمة لوحدات تعليمية.

تتكون الوحدة التعليمية من مادة أو عدة "مواد" تدرس على كل أشكال التعليم (دروس، أعمال موجهة، أعمال تطبيقية، محاضرات، ندوات، تربصات، ورشات، عيادات،...).



المادة 4: تقاس الوحدة التعليمية والمواد المشكلة لها بأرصدة ، حسب الحجم الساعي للسداسي الضروري لاكتساب المعارف والمؤهلات عن طريق أشكال التعليم المذكورة في المادة 3 أعلاه ، وكذلك حسب حجم النشاطات المطلوبة من الطالب في نفس السداسي (عمل شخصي، تقرير، مذكرة، تريبص....) .
يعادل الرصيد الواحد حجما ساعيا بخمسة وعشرون (25) ساعة في العمل الحضورى والعمل الشخصى. تحدد القيمة الإجمالية للأرصدة المسندة للوحدات التعليمية المكونة للسداسي بثلاثين(30) رسيدا.

المادة 5: يقصد في مفهوم هذا القرار ، بما يأتي:

- الوحدة التعليمية الأساسية : التعليم الأساسي الذي ينبغي على الطالب متابعته إجباريا،
- الوحدة التعليمية المنهجية: الدروس التي تسمح للطالب من اكتساب استقلالية في عمله،
- الوحدة التعليمية الاستكشافية : التعليم الذي يسمح بتعميق المعارف، التوجيه، المعابر والمهنية...
- الوحدة التعليمية الأفقية : التعليم الموجه لإعطاء أدوات للطالب في مجال اللغات والاتصال والإعلام الآلي...
- فرقة التكوين للميدان : مجموع الأساتذة-الباحثين المتدخلين في مختلف مسارات التكوين للميدان.

المادة 6: يسند للوحدة التعليمية والمواد المكونة لها معامل وتقيم بعلامة و تقاس برصيد.

تبين معاملات القياس أهمية المادة في وحدة التعليم و كذا أهمية وحدة التعليم في مسار التكوين.

المادة 7: حسب أهداف التكوين وموازنة الوحدات التعليمية في سداسي لمسار تكويني معين ، يجب إتباع مؤشرات الأرصدة التالية :

- 60 و 70% من الأرصدة للوحدة التعليمية الأساسية،
- 20 إلى 30% من الأرصدة للوحدة التعليمية المنهجية،
- 10% من الأرصدة للوحدة التعليمية الأفقية والاستكشافية.

الفصل الثاني

كيفية التقييم والتدرج

الفرع الأول

مراقبة المعارف والمؤهلات

المادة 8: تقييم المؤهلات والمعارف المكتسبة لكل وحدة تعليمية في كل سداسي عن طريق المراقبة المستمرة والمنظمة و/أو عن طريق امتحان نهائي.

المادة 9: يمكن تنظيم بالنسبة لكل سداسي دورة عادية لمراقبة المعارف والمؤهلات تسمى "الامتحان النهائي للسداسي". كما يمكن تنظيم دورة استدرابية.

المادة 10: يجب على مديرية المدرسة إعلام الطلبة بداية كل سداسي بالنسبة لكل مادة في وحدة التعليم ، بكيفية التقييم (عدد الاختبارات و طبيعتها و مدتها و كذا طرق المراقبة المعتمدة و الموازنة المطبقة...).

يشمل تقييم الطالب جميع أنواع التعليم المتبع خلال السداسي.

المادة 11: تحسب علامة الوحدة التعليمية على أساس معدل موازنة علامات المواد المشكلة لها محسنة بالمعاملات الخاصة بها.



المادة 12: تحسب علامة المراقبة المستمرة على أساس مختلف تقييمات التعليم المتبع من طرف الطالب (محاضرات، دروس، أعمال موجهة، أعمال تطبيقية، ملتقيات، تربصات، عمل فردي، عيادة، ورشات...). يمكن تنظيم هذه التقييمات وفق عدة أشكال : بحوث، اختبارات كتابية، تقارير واختبارات الأعمال التطبيقية، تقارير الورشات ، ملاحظات سريرية، عمل فردي المواظبة ومشاركة الطالب....إلخ. تترك عملية الموازنة لهذه العناصر لتقدير فرقة التكوين.

المادة 13 : يحسب معدل كل مادة في الوحدة التعليمية على أساس علامات المراقبة المستمرة و/أو الامتحان النهائي لنهاية السداسي.

المادة 14: يخضع تقييم التربصات الميدانية وفي الوسط المهني المقررة في تكوينات المدارس العليا للتنظيم الساري المفعول.

المادة 15: تكتسب المادة إذا تحصل الطالب علامة تساوي أو تفوق 20/10. يمكن اعتماد علامة إقصائية للمادة و/ أو للوحدة التعليمية. وفي هذه الحالة يجب تحديدها في عرض التكوين، وإعلام الطلبة بها وجوبا.

المادة 16: تكتسب الوحدة التعليمية إذا تحصل الطالب على جميع المواد المكونة لهذه الوحدة. كما تكتسب الوحدة التعليمية أيضا عن طريق التعويض إذا كان معدل مجموع علامات المواد المكونة لهذه الوحدة بدون أية علامة إقصائية، موزونة بالمعاملات الخاصة بها تساوي أو تفوق 20/10.

المادة 17: يعتبر السداسي مكتسبا إذا تحصل الطالب على مجموع الوحدات التعليمية المكونة له وفقا للشروط المحددة في المادة 16 من هذا القرار.

كما يعتبر السداسي مكتسبا أيضا، عن طريق التعويض بين مختلف الوحدات التعليمية المكونة له، إذا كان معدل الوحدات التعليمية موزونا بالمعاملات الخاصة بها يساوي أو يفوق 20/10.

المادة 18: عملا بأحكام المادة 09 من هذا القرار، تخص الدورة الاستدراكية كل طالب تحصل على: معدل الوحدة التعليمية يساوي أو يفوق 20/10 مع علامة (علامات) إقصائية، حيث يمتحن الطالب في المواد التي تحصل فيها على علامة أقل من 20/10.

- معدل الوحدة التعليمية أقل من 20/10 مع أو بدون علامة (علامات) إقصائية، حيث يمتحن الطالب فقط في امتحانات المواد التي تحصل فيها على علامة أقل من 20/10.

المادة 19: في حالة تنظيم دورة استدراكية، تحدد علامة كل المواد بنفس طريقة الدورة العادية، وفي هذه الحالة تعتبر العلامة المحصل عليها في الامتحان الاستدراكي معوضة لعلامة الامتحان النهائي. تعتمد العلامة الأفضل المحصل عليها بين الدورة العادية و الدورة الاستدراكية، كعلامة نهائية للمادة.

المادة 20: تكتسب الوحدة التعليمية و السداسي خلال الدورة الاستدراكية طبقا لأحكام المادتين 16 و 17 من هذا القرار.

المادة 21: يطبق التعويض على الوحدة التعليمية حسب أحكام المادة 16 من هذا القرار. يطبق التعويض على السداسي طبقا لأحكام المادة 17 من هذا القرار.



يطبق التعويض على السنة، عن طريق حساب معدل علامات الوحدات التعليمية المشكلة لها موزونة بمعاملاتها من أجل اكتساب السنة.

المادة 22: يحتفظ الطالب بالأرصدة المكتسبة في الحالات التالية:

- تحتفظ الوحدة التعليمية المكتسبة عاديا أو عن طريق التعويض بالأرصدة المسندة إليها،
 - يحتفظ السداسي المكتسب عاديا أو عن طريق التعويض بثلاثين (30) رصيда المسندة إليه،
 - تحتفظ السنة المكتسبة عاديا أو عن طريق التعويض بستين (60) رصيда المسندة إليها.
- تكون هذه الأرصدة مكتسبة و قابلة للتحويل.

في حالة عدم اكتساب وحدة تعليمية، يحتفظ بالأرصدة المسندة للمواد المكتسبة المكونة لها.

الفرع الثاني

سير الامتحانات

المادة 23: يعلم الطلبة بجدول امتحانات نهاية السداسي لكل مادة ، يتضمن مدة الامتحانات و تواريخ وأماكن إجرائها، عن طريق النشر أو أي وسيط إعلامي آخر، وعن طريق إعداد مذكرة إدارية للأساتذة في غضون شهر كأجل أقصى قبل تاريخ الامتحانات.

المادة 24: تصحح أوراق الامتحان طبقا لقواعد السرية، كلما أمكن ذلك.

المادة 25: إثر كل امتحان، يتعين على أستاذ المادة تنظيم حصة لمراجعة أوراق الامتحان مع الطلبة، في أجل أقصاه خمسة عشرة (15) يوما بعد الامتحان.

ينشر نموذج مصحح وسلم تنقيط مفصل لكل امتحان أربعة وعشرون (24) ساعة بعد إجراء الامتحان كأجل أقصى. إثر الانتهاء من عملية الإطلاع على أوراق الامتحان، تسلّم أوراق الامتحان ونموذج التصحيح إلى مديرية المدرسة لحفظها طبقا لقواعد الأرشيف.

المادة 26 : في حالة تنظيم دورة استدرائية، لا يحق لأي طالب الاطلاع على أوراق الامتحان الاستدراكي. غير أنه يجب نشر نموذج مصحح وسلم تنقيط مفصل أربعة وعشرين (24) ساعة بعد إجراء الامتحان الاستدراكي كأجل أقصى.

المادة 27: بعد الاطلاع على أوراق الامتحان وعلى نموذج التصحيح، يمكن للطلاب غير الراضين عن علامته تقديم طعن خلال يومين مفتوحين (2) من تاريخ الاطلاع على ورقة الامتحان. ولا يقبل أي طعن خارج هذه المدة. يمكن أن تؤدي معالجة الطعون إلى إعادة تصحيح ورقة الامتحان.

المادة 28: يتعين على الطالب الذي يرغب إعادة تصحيح أوراق الامتحان، إيداع طلب خطي لدى مديرية المدرسة التي تتخذ التدابير اللازمة المحاطة بالسرية، لتعيين مصحح ثاني، يكون من نفس الرتبة أو رتبة أعلى ومن نفس تخصص الأستاذ المصحح الأول و يمكن أن يكون من مؤسسة أخرى للتعليم العالي.



المادة 29: على إثر التصحيح الثاني، تقارن العلامة المحصل عليها مع العلامة الأولى، كما يأتي:

- إذا كان الفارق بين العلامة الثانية والعلامة الأولى أقل من ثلاث نقاط، يؤخذ المعدل الحسابي بين العلامتين في الحساب،
- إذا كان الفارق يساوي أو يفوق ثلاث نقاط ، وكانت العلامة الثانية تفوق العلامة الأولى تؤخذ العلامة الأعلى في الحساب،
- إذا كان الفارق يساوي أو يفوق ثلاث نقاط ، وكانت العلامة الثانية أقل من العلامة الأولى تؤخذ العلامة الدنيا في الحساب نهائيا .

المادة 30: في حالة التصحيح الثاني لا يحق للطالب الاطلاع على ورقة الامتحان.

الفرع الثالث

تنظيم المداولات

المادة 31: تعتبر المشاركة في المداولات نشاطا بيداغوجيا يثمن كافة الواجبات البيداغوجية للأستاذ الباحث. تتخذ القرارات بالأغلبية البسيطة لأعضاء لجنة المداولات الحاضرين ، في حالة تساوي الأصوات يكون صوت الرئيس مرجحا.

المادة 32: تنظم المداولات نهاية كل سداسي وفي نهاية السنة الجامعية.

المادة 33: تدعى لجنة مداولات نهاية السداسي "لجنة التصديق السداسية" وتتشكل من أساتذة باحثين مسؤولين عن المواد المشكلة للسداسي. يترأسها أستاذ باحث ينتخب من طرف نظرائه.

المادة 34: تدعى لجنة مداولات نهاية السنة "لجنة المداولات السنوية" وتتشكل من أساتذة باحثين مسؤولين عن مواد السنة يترأسها أستاذ باحث ينتخب من طرف نظرائه.

تعلم لجنة المداولات نجاح أو تأجيل الطالب حسب مساره ونتائجه البيداغوجية.

المادة 35: لا يمكن أن تجتمع لجنتي المداولات السداسية أو السنوية إلا بحضور ثلثي أعضائها على الأقل.

يلتزم أعضاء لجنة المداولات بالحفاظ على سرية المداولات.

المادة 36: يتم إعلام الطلبة بالنتائج النهائية للمداولات عن طريق النشر و/أو عن طريق الموقع الإلكتروني للمدرسة.

المادة 37: يمكن الطالب تقديم طعن بعد إعلان نتائج المداولات في اجل لا يتعدى ثمانية وأربعون (48) ساعة (ساعات العمل الفعلية)، كل طعن خارج هذه المدة يكون غير مقبول.

المادة 38: تجتمع نفس لجنة المداولات لدراسة الطعون و القيام بالتعديلات و التصحيحات المبررة.

تعلم نتائج دراسة الطعون خلال ثلاثة أيام مفتوحة ابتداء من تاريخ إختتام آجال الطعن.

الفصل الثالث

نظام الانتقال

المادة 39: يقيم الطالب كل سداسي، ويتم الانتقال سنويا.

المادة 40: يعتبر الانتقال من السداسي الأول إلى السداسي الثاني لنفس السنة الجامعية حقا لكل طالب مسجل بصفة منتظمة في المدرسة.



المادة 41: يسمح لكل طالب تحصل على معدل عام سنوي يساوي أو يفوق 20/10 دون أية علامة إقصائية الانتقال إلى السنة الموالية.

المادة 42: لا يسمح للطالب إعادة السنة لعجز بيداغوجي إلا مرة واحدة خلال السنتين التحضيريتين، وفي هذه الحالة يتعين على الطالب إعادة كل المواد غير المكتسبة للوحدات والسداسيات غير المكتسبة. إذا أعاد السنة أكثر من مرة، يعاد توجيهه إلى مؤسسات جامعية أخرى وفقا للتنظيم الساري المفعول.

المادة 43: لا يسمح للطالب إعادة السنة لعجز بيداغوجي إلا مرة واحدة خلال التكوين في الطور الثاني، وفي هذه الحالة ينبغي على الطالب إعادة كل المواد غير المكتسبة للوحدات والسداسيات غير المكتسبة. إذا أعاد السنة أكثر من مرة، يعاد توجيهه إلى مؤسسات جامعية أخرى وفقا للتنظيم الساري المفعول.

المادة 44 : مع مراعاة أحكام المادة 43 من هذا القرار، يمكن أن السماح للطالب المسجل في السنة النهائية من الطور الثاني بإعادة السنة للمرة الثانية والأخيرة، بصفة استثنائية، بناء على اقتراح لجنة المداولات.

الفصل الرابع

مذكرة الماستر ومشروع نهاية الدراسة

المادة 45: تخضع إجراءات إعداد ومناقشة مذكرة الماستر لأحكام القرار رقم 362 المؤرخ في 9 جوان 2014 والمذكور أعلاه.

المادة 46: يقترح موضوع مشروع نهاية الدراسة ويشرف عليه أستاذ - باحث أو أستاذين- باحثين من المدرسة. يمكن لأي مختص من القطاع الاقتصادي والاجتماعي المشاركة في الإشراف المزدوج باقتراح من الأستاذ المشرف. يمكن إقتراح موضوع مشروع نهاية الدراسة بالتشاور و التعاون مع مختص من القطاع الاقتصادي والاجتماعي. تصادق فرق التكوين على مواضيع نهاية الدراسة.

المادة 47: لا يمكن مناقشة مشروع نهاية الدراسة إلا بعد موافقة الأستاذ المشرف. تتكون لجنة المناقشة من الأستاذ المشرف وأستاذ- باحث أو أستاذين- باحثين من المدرسة، وعند الاقتضاء ممثل عن القطاع الاقتصادي والاجتماعي.

المادة 48: بعد المناقشة، يعلن عن نجاح الطالب بتقدير:

- متوسط $10/20 \geq$ العلامة $> 12/20$

- حسن $12/20 \geq$ العلامة $> 14/20$

- جيد $14/20 \geq$ العلامة $> 16/20$

- جيد جدا $16/20 \geq$ العلامة $> 18/20$

- ممتاز $18/20 \geq$ العلامة $> 20/20$

المادة 49: عند منح علامة مناقشة مشروع نهاية الدراسة، يجب مراعاة تقديم المذكرة، القيمة العلمية للنتائج، العرض و الإجابات على الأسئلة، وكذلك تقدير الأستاذ المشرف.

العلامة الممنوحة لمشروع نهاية الدراسة غير قابلة للتعويض.



المادة 50: تعد قرارات لجنة المناقشة سيّدة وغير قابلة للطعن، وفي حالة وجود خلل في الإجراء أو خطأ كتابي تقدره مديرية المدرسة، يمكن هذه الأخيرة أن تطلب من اللجنة إعادة المداولات من جديد.

المادة 51: تمنح شهادة نهاية الدراسة في المدارس العليا للطلبة الذين أتموا طور التكوين، وناقشوا مذكرة الماستر أو مشروع نهاية الدراسة بنجاح.

الفصل الخامس

أحكام نهائية

المادة 52: تنطبق أحكام هذا القرار على الطلبة المسجلين في المدارس العليا ابتداء من السنة الجامعية 2017/2018.

المادة 53: تلغى جميع الأحكام المخالفة لهذا القرار.

المادة 54: يكلف المدير العام للتعليم والتكوين العالين و مدراء المدارس العليا، كل فيما يخصه ، بتطبيق هذا القرار الذي سينشر في النشرة الرسمية للتعليم العالي والبحث العلمي.

وزير التعليم العالي والبحث العلمي
وزير التعليم العالي والبحث العلمي

ص.ح.ح.
الأستاذ: طاهر حجار

